



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

npa.metz@gmail.com
npa.thionville@gmail.com
npa.57est@gmail.com
npa.longwy@yahoo.fr

06.26.12.77.18.

Dans la rue le 19 mars, et imposons des suites pour gagner !

Bulletin d'entreprise des comités de Lorraine Nord du NPA - mars 2009

90000 chômeurs en plus au mois de janvier, 300000 de plus depuis mars 2008 : les effets de la crise du capitalisme s'accroissent. Selon Laurent Wauquiez, le secrétaire d'État du sous-emploi, les chiffres de janvier se reproduiront sur plusieurs mois. Pour seule réponse, Sarkozy parle encore d'exonérer les entreprises de cotisations. Des exonérations de 65 milliards d'euros en 2007 qui n'ont pas fait baisser le chômage.

Jamais leur politique n'a été au service de l'emploi...

De 1987 à 2007, la croissance a été de 50%. Si l'emploi avait été au cœur des politiques du MEDEF et des gouvernements successifs, avec un tel accroissement des richesses produites, il n'y aurait plus ni chômeur ni Rmiste ! Sarkozy dit : « tout doit être subordonné à l'emploi ! », sous-entendu : « pas question d'augmenter les salaires ! ». Sur ce terrain nous serons perdants et sur les salaires, et sur l'emploi. Comment accepter la fermeture par étapes de Gandrange alors que Mittal annonce 6,4 Milliards d'euros de profits en 2008 ? Comment laisser TOTAL annoncer un profit record de 13,9 milliards d'euros et un nouveau plan casse à Carling ?

Lutter pour l'emploi ET le salaire !

Pour le patronat, l'emploi et le salaire - direct de fin de mois ou indirect, notre protection sociale - c'est un seul bloc : les fameuses « charges ». Chaque euro de plus pour nous, c'est un euro de moins pour ses profits ! Pas question de lâcher sur le salaire pour « sauver l'emploi » : notre expérience a prouvé abondamment qu'il s'agit d'enfumage ! Il faut faire éclater le tabou : l'heure est à une augmentation générale des salaires ! Tout comme il devient urgent d'annuler toutes les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises ! Mettons à l'ordre du

jour la création d'une 4ème branche de la Sécurité payée exclusivement sur cotisation patronale pour garantir la continuité du salaire en cas de perte d'emploi !

C'est le capitalisme qui est en cause.

C'est avec ce système qu'il faut en finir si nous voulons vivre et non pas survivre. Nous ne proposons pas un enième plan de « relance de l'économie » pour sauver le capitalisme. Si nous voulons que la population ne paie pas les pots cassés de cette crise globale du système, il faut s'en prendre frontalement aux intérêts de la bourgeoisie. Ce n'est pas notre programme anticapitaliste qui est « ruineux, délirant, et irréaliste », c'est que ce système perdure. Loin de tout productivisme, nous voulons la décision démocratique par les salariés et les usagers des biens à produire, des services à faire fonctionner. Nous sommes là dans un autre projet de société : le socialisme du 21ème siècle ! Le capitalisme n'est pas réformable !



**Comme en
Guadeloupe,
en Martinique,
à la Réunion...**

Notre plan d'urgence :

1. Interdiction des licenciements
2. 300 euros d'augmentation pour tous
3. SMIC à 1500 euros net
4. Ni minima sociaux, ni retraites inférieurs à 1500 euros net
5. Retraites : annulation des lois Fillon et Balladur, retour à 37,5 annuités

Les grévistes de la Martinique ont obtenu une augmentation de 200 net pour les salaires inférieurs à 1,4 fois le SMIC. En Guadeloupe aussi la lutte est en train d'aboutir. Il a fallu bien du courage aux travailleurs des Antilles, plusieurs semaines de grève générale. Le MEDEF et

Sarkozy ont résisté tant qu'ils ont pu : ils ont cédé finalement ! A la Réunion, la lutte démarre... Ici comme là-bas, il faut oser chiffrer nos exigences salariales ! Contre la « Pwofitasyon » c'est-à-dire contre l'exploitation à outrance, ici également, il s'agit de construire les cadres unitaires qui indiquent le chemin à suivre : vers la grève générale, et la journée de mobilisation du 19 mars à laquelle appellent les syndicats doit en être la première étape.

JEUDI 19 MARS, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE !
Manifestation à 15 h Place Mazelle - Metz

Pour prendre contact 8

Envoyez vos coordonnées par mail ou par courrier à
NPA, 2 rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil

Nom, prénom :
Adresse :
Tel :
Mail :



Défendre la retraite complémentaire à 60 ans contre le Medef !

Tous les salariés du privé sont concernés par les régimes de retraite complémentaire. Le revenu retraite de la Sécu est inférieur à 50% du salaire de base et rend obligatoire un complément. Il s'agit d'un deuxième système de répartition qui assure ainsi la solidarité entre les générations.

Ce système, géré par les syndicats de salariés et le patronat fait l'objet de négociations périodiques. Le patronat n'a jamais reconnu le droit à la retraite à 60 ans sur cette partie complémentaire. Mais depuis 1983 le rapport de force social a néanmoins permis de garantir cette part complémentaire à 60 ans sans abattement. Cependant, le mécanisme de financement doit être revalidé périodiquement. Ainsi, depuis le 27 janvier 2009 une nouvelle négociation est engagée pour déterminer le taux de la complémentaire applicable pour les futurs retraités à partir du 1er avril 2009.

Le Medef veut une nouvelle fois obtenir un recul de l'âge pour en bénéficier. Depuis les contre-réformes de 1983, 2003 et 2008, le régime de base est de plus en plus fragilisé. Les effets cumulés de ces mesures et des modalités de calcul de la complémentaires provoquent une baisse régulière du niveau de retraite et du taux de remplacement. Il est urgent d'empêcher le Medef de réduire une nouvelle fois les droits. Si son projet devait s'appliquer, une décote de 22% pourrait être imputée aux travailleurs pour une retraite à 60 ans. Le montant des retraites, la valeur du point et le taux de remplacement sont un enjeu de la négociation en cours.

Alors, ne laissons pas celle-ci se claquemurer dans les salons feutrés des réunions paritaires. Il n'y aura que le rapport de force exprimé par le monde du travail qui pourra garantir les droits !

En bref...

Nouvelles menaces pour l'emploi dans la chimie à Carling !

Les grandes manœuvres de restructuration dans la chimie mondiale ne se dévoilent que progressivement, mais il ne fait pas de doute que de nouveaux plans anti-sociaux vont les accompagner. TPF, la branche chimie du groupe Total envisage un redéploiement d'activités et de nouvelles suppressions d'emplois. Le dépeçage du site de Carling risque donc de se prolonger, aussi bien chez TPF que chez Arkema puisque les activités des deux unités sont en partie liées. Alors que le groupe Total réalise 13,9 milliards d'euros de profits en 2008, les salariés sont en droit d'exiger une autre répartition des richesses et un contrôle sur l'utilisation des fonds. Ce n'est pas à eux de faire les frais de la crise !

Faure et Machet de Woippy : les salariés veulent conserver leur emploi !

Comme il fallait s'y attendre, les propositions qui accompagnent le plan antisocial sont dérisoires et ne s'accordent qu'avec ce que prévoit la loi. Alors que les syndicats ont décidé d'assigner en justice les patrons de FM et de leur client unique pour « prêt de mains-d'œuvre illicite », les salariés continuent leur action. Soutenons les !

PSA : Streiff renonce à son bonus et à son augmentation 2009. Se paierait-il aussi notre tête ?

Les pertes Peugeot Citroën de 343 millions d'euros en 2008 sont un prétexte commode pour justifier les suppressions d'emplois, le blocage des salaires et les mesures de soutien financier de l'Etat. Evidemment, les mots pour le dire ne sont pas ceux-là, on parlera plutôt d'un « ballon d'oxygène de l'Etat » ou encore d'une « meilleure gestion des liquidités, des stocks et des effectifs ». Avec ces résultats, le PDG, Christian Streiff, renonce à son bonus et à son augmentation 2009. Mais ce n'est pas une raison pour geler aussi le salaire des salariés. Car même bloqué, le salaire annuel du PDG reste conséquent : 1,03 millions d'euros.

Les pertes 2008 ne doivent pas dissimuler les 10 milliards 857 millions d'euros de bénéfice engrangés de 1997 à 2007.

8 mars, journée internationale des femmes : à travail égal, salaire égal !

Les femmes représentent 80 % des 3,4 millions de travailleurs pauvres. Il y a 2,5 fois plus de femmes au Smic que d'hommes. Le salaire mensuel des femmes – toutes catégories confondues et tous temps de travail confondus – est en moyenne de 920 euros contre 1261 euros pour les hommes, du fait de l'inégalité des carrières, mais aussi pour des raisons de pure discrimination. Les femmes refusent d'être les premières victimes de la crise du capitalisme, dans les entreprises comme ailleurs l'égalité reste à gagner !

Amnéville : la « délinquance » est bien protégée !

Le maire d'Amnéville, Kiffer, ne connaît qu'un seul droit, le sien. Que ce soit pour ses affaires ou pour l'exercice des libertés démocratiques, il agit comme un seigneur au sein de son fief. Au centre de loisirs ou à la mairie, il n'admet pas que des salariés osent constituer un syndicat pour défendre leur revendication. Il décide arbitrairement de les suspendre de leur fonction. Pour protester contre ces pratiques despotiques, 500 personnes ont manifesté le 26 février avec la CGT devant la mairie d'Amnéville bouclée par des forces de l'ordre mobilisées pour l'occasion, afin de protéger le maire « délinquant ».